

somme. Je vais expliquer tout à l'heure les raisons qui me font penser ainsi. Je demande au ministre des Finances de viser plus haut, de commencer sa campagne le plus tôt possible. Nous n'avons pas eu autant de succès pour les certificats et les timbres d'épargne de guerre. Cela est en partie attribuable aux nouvelles formes d'impôt prescrites par le budget de l'an dernier. Des gens qui avaient commencé à acheter des certificats d'épargne de guerre se sont mis à utiliser leurs fonds à d'autres fins fiscales. Une des causes de cet état de choses, et c'en est une que je voudrais voir dissiper le plus tôt possible, est que l'on soupçonne du gaspillage dans les dépenses de guerre. Qu'il s'agisse de racontars, de rumeurs, ou d'autre chose, il est indubitable que le peuple canadien n'a pas la conviction absolue que les affaires du pays sont parfaitement administrées. Il importe que les citoyens canadiens aient l'assurance que chaque dollar perçu en impôt ou emprunté est utilisé de la façon la plus avantageuse possible.

Ce n'est pas sans une certaine appréhension que j'ai entendu le 9 février le ministre des Finances faire une déclaration à la Chambre en vue, disait-il, de dissiper l'effet préjudiciable qu'avaient sur notre emprunt de la victoire des observations inexactes au sujet de la vente des obligations. En écoutant cette déclaration, je me suis dit que les conceptions erronées auxquelles songeaient le ministre se rapportaient aux fonds fournis pour l'emprunt de la victoire par les banques du Canada. Les particuliers ont souscrit 401.1 millions de dollars, et tous les autres souscripteurs ont fourni 590.4 millions. Le ministre a dit ce qui suit :

Sur les 3 millions achetés par les banques, la part des caisses populaires du Québec est de 2.5 millions et le reste, soit un demi million, est au crédit des banques à charte.

Voilà ce qu'a déclaré le ministre et il avait littéralement raison. Il a fait ressortir la part insignifiante des achats effectués par les banques à charte. Toutefois, ce calcul du 9 février ne donne pas au peuple canadien une idée exacte de ce qui s'est passé. Le ministre et la Chambre savent que même si les banques à charte ont acheté des obligations pour un demi-million de dollars seulement au cours du dernier emprunt d'un milliard, elles se sont certainement servi des épargnes populaires pour financer une très grande partie de cet emprunt. C'est élémentaire, nous le savons.

Prenons, par exemple, les 298 millions souscrits par les maisons commerciales et les sociétés. Une très grande partie de cette souscription a été financée par des maisons commerciales et des sociétés qui empruntent des banques l'argent que le peuple y dépose. De même, beaucoup de citoyens patriotes ont

[M. Harris (Danforth).]

emprunté des banques; et j'en connais plusieurs, qui, dans un but patriotique, ont acquitté le plein montant de l'intérêt sur le découvert, afin d'assumer leur entière responsabilité de citoyens canadiens.

Il ne suffit pas de dire qu'on a découragé les banques à charte de participer à l'achat d'obligations de la victoire. Il faut dire aussi à la population qu'on a demandé aux banques d'encourager leurs clients à acheter des obligations de la victoire, que ces clients aient des soldes créditeurs ou des soldes débiteurs. En d'autres termes, je tiens à souligner qu'on est porté à faire des déclarations qui ne donnent pas une idée véritable de la situation. Ces déclarations inspireraient plus de confiance, si on mentionnait la somme d'argent emprunté des banques par le peuple afin d'acheter des obligations. On inspirerait une plus grande confiance à la population si on lui exposait carrément qu'au cours de l'année financière courante nous avons emprunté directement de la Banque du Canada et des banques à charte la somme de 983 millions. Naturellement, nous n'avons pas emprunté ces 983 millions pour souscrire à l'emprunt de la victoire; il s'agit de deux choses nettement distinctes. Toutefois, c'est de l'argent dont nous avons besoin pour nos dépenses de guerre. Quand nous disons que la moitié seulement de cette somme vient des banques à charte, il convient de faire connaître le revers de la médaille. Ayons en même temps la franchise,—je ne trouve de mot mieux approprié,—d'avouer qu'il nous a été nécessaire d'emprunter 983 millions des banques afin de nous acquitter de nos obligations. Le ministre et la Chambre conviendront, je crois, qu'une telle situation comporte des dangers. Il est dangereux d'emprunter cet argent, mais il a fallu le faire. A mon sens, rien n'est plus de nature à nous valoir la spirale de l'inflation que de s'adresser aux banques, lorsque l'Etat a besoin d'argent, et de laisser aux gens les économies considérables qu'ils détiennent. Voilà pourquoi je disais tantôt que les emprunts de guerre doivent suivre de plus près le rythme de nos dépenses, si nous ne voulons pas nous rendre coupables d'une inflation dangereuse, laquelle détruirait tout ce que nous avons accompli, au cours des trois ou quatre dernières années, pour contrôler les prix. A mon sens, le ministre a exprimé une vérité de La Palice lorsqu'il a dit: "Si le Gouvernement emprunte des particuliers, c'est l'Etat qui dépense l'argent, et non pas l'individu."

Une vérité s'impose, savoir que les 983 millions de dollars dont il a été question ne peuvent pas être dépensés par chacun de nous. L'Etat ne peut pas dépenser ces sommes d'un côté, et la population, de l'autre. Si cette